

# Le pouvoir aux travailleurs

08 FEV 98

N° 52

PRIX: 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL:</u>	
- FACE AUX ATTAQUES DES RICHES, IL FAUT L'UNION DE TOUS LES TRAVAILLEURS .....	2 - 4
- COTE D'IVOIRE TELECOM: UNE AUGMENTATION DES SALAIRES IMPOSEE PAR LA GREVE.....	5
- NON A LA BARBARIE CONTRE LES TRAVAILLEURS DE CARENA .....	6 - 7
- COUP DE COLERE DES TRAVAILLEURS D'UNIWAX	7
- LE FPI: UN PARTI AU SERVICE DES RICHES .	7 - 8
- MAURITANIE: EMPRISONNEMENT POUR DENONCIATION DE L'ESCLAVAGE .....	9 - 10
- NON A LA NOUVELLE MENACE CONTRE L'IRAK .	11

**FACE AUX ATTAQUES DES RICHES,  
IL FAUT L'UNION  
DE TOUS LES TRAVAILLEURS**

Les riches se sentent en terrain conquis. Depuis quelques années, les attaques contre les travailleurs se sont succédées les unes après les autres. Le niveau de vie de la classe des travailleurs déjà très bas continue à se dégrader. Les patrons font la pluie et le beau temps, quand ils veulent, comme ils veulent.

Carena met à la porte 200 travailleurs alors qu'ils ne demandent qu'un salaire normal, fruit de leur travail.

Blohorn se permet de remplacer sur le champ, en bloc, tous les ouvriers temporaires revendiquant plus que les 7.000f qui leur sont versés hebdomadairement.

Sitarail veut renvoyer sans aucune forme de procès tout un comité représentant les travailleurs.

Le patron de Côte d'Ivoire Télécom ose sans crainte du ridicule se vanter que les ouvriers de cette entreprise touchent un salaire mensuel de plus de 220.000f! Ce qui n'a d'ailleurs pas empêché les travailleurs de lui imposer, quelques jours après cette annonce, une augmentation indispensable de 25%!

Les attaques et les représailles patronales sont en phase, en communion, avec les représailles du gouvernement.

On les a encore vus à l'oeuvre le 4 février, lorsque l'armée et la police ont attaqué lâchement les travailleurs de Caréna à 3 heures du matin, alors qu'ils étaient à l'intérieur du local de leur Centrale syndicale en train de dormir. Deux travailleurs ont été gravement blessés et d'autres arrêtés.

La police et l'armée, tels des chiens bien dressés, agissent comme leur maître contre les pauvres dont ils sont pourtant issus. On a vu avec quelle froideur ils ont tiré la semaine dernière sur un Gbaka et assassiné du même coup un passager -un docker- qui y avait pris place.

A toutes ces attaques des riches et du gouvernement à

leur service, s'ajoute le poids du chômage. Aucune famille n'est épargnée. Les unes après les autres, toutes ont des difficultés à joindre les deux bouts. Le taux d'inflation officiel en 1997 était 9%, c'est à dire une baisse du niveau de vie de ceux qui ont encore un revenu. Pour autant que ces chiffres signifient encore quelque chose.

A ces difficultés matérielles s'ajoutent toutes sortes d'exactions, de provocations, de mépris affiché par la classe riche. Dans les usines, les travailleurs sont bafoués dans leur dignité. Les sanctions, les mises à pied et les renvois sont monnaie courante.

Face à ces attaques, les travailleurs ont bien des fois répondu et continuent à répondre par des grèves ou des mouvements de mécontentement. Rien que ces quinze derniers jours, la presse a fait état de plusieurs grèves dans différentes entreprises à Abidjan.

Mais ces grèves isolées les unes des autres, divisées par le corporatisme, malgré le mécontentement croissant qu'elles expriment, ne suffisent pas toujours à faire reculer le patronat.

Les patrons profitent de l'occasion pour mettre à la porte les plus vaillants, les plus engagés dans la lutte, ainsi que tous ceux dont ils veulent se débarrasser. Au bout du compte, ceux des travailleurs épargnés par les renvois ne s'en sortent pas renforcés mais bien affaiblis. Et cela se fait sentir par les augmentations de cadences de productions, des sanctions, des mises à pied et des renvois.

Ces grèves isolées, sans liens les unes avec les autres, peuvent devenir les étapes d'une mobilisation plus générale. Les expériences acquises peuvent servir aux étapes ultérieures. Encore faut-il avoir cette perspective-là.

Face à toutes les attaques patronales, les travailleurs doivent unir leur force. Ils peuvent établir des contacts avec d'autres travailleurs, au sein d'une même usine d'abord, entre entreprises voisines ensuite, entre Zones Industrielles voisines, et ainsi de suite. C'est peut-être un travail laborieux. Mais les travailleurs ont-ils seulement le choix, s'ils veulent renverser la tendance et reprendre ne serait-ce que ce qu'ils ont perdu depuis les 10 dernières années en terme de pouvoir d'achat?

Les travailleurs ont les moyens de leurs revendications s'ils prennent conscience qu'il n'y a pas de revendications spécifiques, corporatives, pour les travailleurs de Blohorn d'une part, de Côte d'Ivoire Télécom de l'autre, de Filtisac, ou ceux de la Sotra, par ailleurs.

Tous les travailleurs, journaliers, contractuels, temporaires ou fixes, ont une revendication, c'est celle de pouvoir vivre de leur travail! C'est celle de se faire respecter en tant que femmes, en tant qu'hommes.

Même la police et l'armée n'oseraient pas se comporter comme ils le font à l'égard des pauvres s'il y avait une unité effective entre tous les exploités.

Les travailleurs n'ont pas d'autres choix s'ils ne veulent pas une dégradation continue de leur niveau de vie. Parce que les riches, eux, ne s'arrêteront pas en si bon chemin. L'union et la solidarité dans la lutte est la seule voie à suivre.

Les travailleurs ne doivent pas non plus compter sur les partis d'opposition. Même pas sur les centrales syndicales qui leur sont affiliées, qui les vendront à la première occasion venue. Les travailleurs peuvent bien entendu s'appuyer sur les syndicats pour s'organiser. Mais ils doivent en même temps se méfier de leurs dirigeants. Tous ces politiciens de l'opposition, autant qu'ils sont, ne cherchent qu'à monnayer auprès des riches et de leur gouvernement, les positions qu'ils auraient acquises auprès de la classe pauvre.

Le PDCI, le FPI, etc, tous ces partis politiques, jouent à un jeu bien rodé et bien défini: les uns critiques les autres, ou font semblant de le faire. Des PDCI et des FPI; des Fologo et des Gbagbo, c'est la bourgeoisie elle même qui les fabrique quand elle en a besoin. Les travailleurs doivent s'en méfier comme de la peste.

C'est pourquoi, pour représenter leurs intérêts politiques, contre la bourgeoisie, contre l'Etat à leur service, les travailleurs ont besoin de leur propre parti politique. Ce parti révolutionnaire des travailleurs aurait pour tâche d'aider les exploités à s'organiser, à coordonner leurs luttes pour qu'elles soient plus efficaces et pour qu'elles puissent aller jusqu'au bout de leurs possibilités. C'est-à-dire jusqu'au renversement de la bourgeoisie.

**COTE D'IVOIRE TELECOM:  
UNE AUGMENTATION DES SALAIRES IMPOSEE PAR LA GREVE**

Le mercredi 28 janvier, les salariés de Côte d'Ivoire Télécom ont déclenché une grève illimitée pour obliger la direction à respecter l'engagement qu'elle avait pris en décembre 1997 d'augmenter les salaires de 25% pour les ouvriers, de 20% pour les employés et de 15% pour les cadres et maîtrises.

Il y a trois mois en effet, à la suite d'une grève qui avait eu lieu les 11 et 12 décembre, la direction avait promis d'augmenter les salaires dès janvier dernier. Les grévistes avaient alors arrêté leur lutte en croyant à la bonne foi des patrons. Mais la bonne foi est une expression qui n'existe pas dans le vocabulaire de ces gens-là.

C'est ainsi que la direction de Côte d'Ivoire Télécom s'était purement et simplement assise sur ses promesses, en misant peut-être sur une démobilisation éventuelle des salariés. La reprise de la grève la semaine dernière lui a montré qu'il n'en était rien.

Après cinq jours de grève, nous avons vu alors le gouvernement voler au secours de la direction. Le ministre de la Fonction publique a en effet demandé aux grévistes de reprendre le travail avant toute négociation. On aurait pu s'attendre à ce que le gouvernement fasse plutôt pression sur la direction pour qu'elle tienne ses promesses. Mais il serait dans ce cas sortir

de son rôle normal qui consiste à défendre les intérêts des riches.

En tout cas, les grévistes ont compris qu'il s'agissait d'une ruse pour tenter de mettre fin à leur lutte. Alors ils n'ont pas cédé aux injonctions de l'honorable serviteur des patrons. Ils lui ont déclaré: "Tant que nous ne trouvons pas de solution à nos problèmes, il n'est pas question de suspendre la grève".

Les grévistes ont tenu bon. Et au bout de près d'une semaine de grève, la direction a fini par céder en s'engageant à payer les augmentations de salaires. Et ce, à partir de janvier 1998 comme elle s'était engagée à le faire lors de la précédente grève.

Toutes les revendications n'ont pas été satisfaites. Par exemple l'égalité des salaires entre les salariés expatriés et les employés locaux, et bien d'autres choses encore. Sur toutes ces revendications, il faudra aussi faire céder la direction de Côte d'Ivoire Télécom. Et les travailleurs sauront se rappeler comment s'y prendre.

Car en imposant une partie de leurs revendications à la direction, ils ont appris en prime qu'il ne faut jamais arrêter une grève sur une simple promesse des patrons. Les travailleurs ne peuvent obtenir quelque chose de la part de ces gens que par la lutte.

**NON A LA BARBARIE  
CONTRE LES TRAVAILLEURS DE CARENA**

Les travailleurs de Caréna sont toujours mobilisés et réclament leur réintégration au sein de leur entreprise. Pour se faire entendre, ils avaient prévu une marche le 4 février. Marche qui devait partir d'Adjamé pour le Plateau, où devait se tenir un meeting.

Cette marche n'a pu avoir lieu comme prévue. La police, au nombre d'une centaine d'éléments, les ont pris en traîtrise à 3h du matin, le jour même de la marche, alors qu'ils étaient réunis à l'intérieur du local de leur centrale syndicale qui est Dignité. La dispersion à l'aide de matraques et de gaz lacrymogènes a duré jusqu'à 7 heures du matin. Au moins 2 travailleurs ont été gravement blessés et 7 autres arrêtés.

Voici plus d'un an que les travailleurs de Carena sont entrés dans un mouvement de grève pour revendiquer des augmentations de salaire.

Pour toute réponse, on s'en souvient, le patronat et le gouvernement se sont entendus pour refuser en bloc les revendications des travailleurs, ainsi que le renvoi en bloc de 200 travailleurs.

Mahan Gahé, le Secrétaire Général de la Centrale Dignité a "déploré que le gouvernement ne soit pas disposé à la négociation". "Atsain Achi a préféré envoyer la police mâter les manifestants plutôt que leur proposer une rencontre", a-t-il ajouté.

Mahan Gahé est pourtant bien placé pour savoir que le patronat et le gouvernement ne négocient que si le rapport de force est en leur défaveur. Exactement de la même façon qu'ils ont préféré se débarrasser de 200 travailleurs plutôt que de discuter avec eux. Et tout cela était bien prévisible. La direction de Dignité était par ailleurs bien placée pour savoir que si le mouvement de grève des travailleurs de Caréna restait isolé, il était perdu par avance. Mais, tout en le sachant, Dignité n'a pas proposé aux travailleurs une autre politique que celle de l'isolement.

Il aurait fallu que les travailleurs de Caréna s'adressent aux autres travailleurs. Tout au moins à ceux du port: aux dockers. Où, en plus, la Centrale "Dignité" est bel et bien présente.

Mais cette politique, les travailleurs ne peuvent pas attendre qu'elle vienne des syndicats. Au mieux, ceux-là suivront si les travailleurs poussent dans ce sens. N'est-ce pas ce même Mahan Gahé qui a déclaré en début d'année qu'il demandait à tous les travailleurs de soutenir la politique de Bédié? Eh bien la politique de Bédié, est bien conforme à ce qu'endurent aujourd'hui les travailleurs de Caréna. Et un Mahan Gahé n'est pas sans l'ignorer!

Les travailleurs des autres entreprises telles que ceux de

la Sotra, de Sitarail, du port, de Blohorn, de Filtisac, etc, peuvent accepter de se mobiliser -de se mettre en grève- pour la réintégration immédiate des travailleurs de Caréna et le versement intégral de leur salaire, si les travailleurs de Caréna avaient su s'adresser -ou savent s'adresser à la classe pauvre- en tout cas, il n'y a pas d'autre politique pour avoir un espoir de gagner.

Parce que les injustices qui frappent aujourd'hui les travailleurs de Caréna peuvent frapper tous les travailleurs. C'est donc naturellement que les travailleurs peuvent apporter leur solidarité.

Parce que aussi, -et surtout- indépendamment de leur appartenance à différentes entreprises, ils ont en commun d'appartenir à la même grande classe des travailleurs.

### COUP DE COLERE DES TRAVAILLEURS D'UNIWAX

Les travailleurs d'Uniwax étaient en grève le mercredi 04 février. Ils en ont eu assez des promesses sans lendemain que la direction leur fait depuis longtemps. Des revendications, il y en a plusieurs, dont l'embauche de tous les travailleurs temporaires, le renvoi du Directeur du Personnel, l'augmentation des salaires de 50%, l'augmentation de la gratification et le déblocage des catégories.

Dans cette usine, la productivité demandée aux travailleurs a augmenté. Ce qui veut dire une surcharge

supplémentaire de travail pour chaque travailleur. Le bénéfice affiché par la direction a aussi augmenté. Quant aux travailleurs, ils n'ont obtenu que 10% d'augmentation en 96 et 4% en 97. Alors que les bénéfices du patron, dans ce même temps, ont augmenté de 7 milliards.

Le cas d'Uniwax n'est pas isolé. Dans la Zone Industrielle de Yopougon où est située Uniwax, des milliers de travailleurs se trouvent dans le même cas. Les travailleurs y gagneraient à se concerter et frapper tous ensemble!

### LE FPI : UN PARTI AU SERVICE DES RICHES

Dans le cadre du colloque organisé par le FPI, Gbagbo a affirmé une fois de plus qu'il entend défendre les intérêts de la bourgeoisie contre les travailleurs.

Comment comprendre autrement

les affirmations suivantes faites par Gbagbo: "le Pas (Plan d'Ajustement Structurel) est un remède...", même s'il ajoute dans la même phrase et aussitôt, "...et devrait être passager".

Ce qu'ils appellent Plan

d'Ajustement Structurel, ce sont toutes ces coupes sombres faites aux travailleurs depuis les années 1980, en blocage des salaires, diminutions des effectifs de la fonction publique, etc, et dans tous les cas, aggravation du pouvoir d'achat de la classe des travailleurs. Le renvoi annoncé de 13.000 travailleurs de la fonction publique rentre justement dans le cadre de l'un de ces "Pas".

Gbagbo n'ignore nullement que tous ces "Pas" n'ont pour nul objet de redresser une quelconque économie, même s'il le dit, mais bien plutôt de faire payer les travailleurs pour augmenter le profit de la classe riche.

D'ailleurs, s'il y avait une économie à redresser, pourquoi serait-ce aux travailleurs de payer, même passagèrement, pour reprendre le mot utilisé par Gbagbo? Pourquoi ne serait-ce pas aux riches de payer? N'est-ce pas eux qui ont justement les moyens de le faire? Oui, à coup sûr! Mais ce n'est certainement pas sur un quelconque Gbagbo qu'il faudra compter pour cela.

D'ailleurs, les démagogues de son espèce ne sont pas à une contradiction près. Dans ce même discours, Gbagbo n'est nullement gêné de dire: "la Côte d'Ivoire est une société essentiellement inégalitaire. Tandis qu'une minorité mène une vie de château, l'immense majorité croupit dans la misère". Ce genre de discours n'est pas fait pour effrayer les riches mais pour plaire aux travailleurs qui veulent bien se laisser tromper. Parce que oser dire une phrase de ce style sur la richesse révoltante de quelques-uns et la pauvreté criante de la majorité,

sans ajouter par ailleurs qu'il faut que les riches payent, eh bien il faut être un fieffé serviteur des riches.

Comme le FPI veut plaire aux riches, à commencer par les banquiers, premiers pilleurs de la richesse du pays, qu'il appelle les bailleurs de fonds, et qu'il nous présente comme des gens qui veulent "aider la Côte d'Ivoire" à relever l'économie, ce parti ne sait plus quoi inventer de nouveau.

Eh bien, c'est fait. Le FPI a trouvé un bouc-émissaire: "notre malheur, a dit Gbagbo, est d'avoir une économie fondée sur l'exploitation des produits coloniaux". Quelle belle découverte! Seulement, Gbagbo parle des malheurs de quelle classe, puisqu'"une minorité - n'a-t-il pas dit- mène une vie de château"? Alors, si les pauvres, à en croire Gbagbo, souffrent d'un choix économique ciblé sur les "produits coloniaux", que dirait-il aux travailleurs de Caréna, de Sitarail ou d'Uniwx, du bâtiment, et autres qui eux travaillent bel et bien sur une économie autre qu'agricole?

Tout ce discours, comme tout le reste ne sont que démagogie pour essayer de tromper les travailleurs. De l'argent, il y en a dans ce pays. En tout cas suffisamment pour empêcher qu'une "majorité croupisse dans la misère". Mais pour cela, c'est aux travailleurs de faire en sorte que les riches payent et ne pas se laisser berné par des discours creux, bons pour des opposants qui cherchent une bonne place pour leur enrichissement personnel.

**MAURITANIE :  
EMPRISONNEMENT  
POUR DENONCIATION DE L'ESCLAVAGE**

Un avocat, un représentant de l'Association Mauritanienne des droits de l'Homme ainsi que le président de l'association SOS-esclaves ont été arrêtés par le pouvoir mauritanien le 17 janvier dernier. Ils sont accusés d'avoir "porté atteinte à l'image de la Mauritanie" en participant à un reportage diffusé simultanément sur une chaîne de télévision française et sur une autre chaîne internationale. Ce reportage de quelques minutes était diffusé comme "éclairage" sur l'un des pays traversés par le rallye Paris-Dakar. Il y était question des survivances de l'esclavage dans ce pays. Une femme y témoignait par exemple de l'enlèvement de sa fille par son ancien "maître". Une autre disait qu'elle venait de récupérer cinq de ses huit enfants captifs. Dénoncer ces pratiques barbares d'un autre temps est un crime au pays du dictateur Ould Taya. Mais s'il y a une personne qui nuit "à l'image de la Mauritanie" c'est lui en premier lieu. C'est lui qui bâillonne et réprime ses opposants. Officiellement la presse est "libre" dans ce pays. Et pourtant rien qu'au cours des deux dernières années huit journalistes ont été emprisonnés et vingt-huit titres censurés. Certains journaux subissent des suspensions de plusieurs mois. Ce qui a conduit par exemple "Mauritanie Nouvelles" à cesser définitivement de paraître.

Chirac, lors de son voyage en Mauritanie en septembre 1997 avait qualifié le régime d'Ould Taya de "modèle de stabilité, d'équilibre et de sagesse". Mais

cette soi-disant stabilité n'est rien d'autre qu'une infâme dictature. Cet ancien chef d'état-major de l'armée, parvenu au pouvoir par un putsch en 1984 et qui a éliminé ou contraint ses opposants à l'exil quand il ne pouvait pas les acheter, règne sans partage depuis cette date. Il fait partie de la cohorte des chefs d'Etat africains fidèles à l'impérialisme français.

Dans ce pays, l'esclavage est loin d'avoir complètement disparu. Cette pratique vieille de plusieurs siècles n'a été officiellement abolie qu'en 1980. Mais les survivances de cette pratique, de même que les préjugés et les traditions qui y sont attachés sont encore monnaie courante. Les Haratines, (descendants des anciens esclaves négro-africains) sont toujours considérés comme des citoyens de seconde zone. Même si un certain nombre d'entre eux sont devenus ministres, officiers, grands commerçants ou hommes d'affaires, la grande majorité des plus pauvres d'entre eux, du fait de leur pauvreté justement sont tenus par mille et un liens à leurs anciens maîtres riches. Un certain nombre d'esclaves ayant quitté leurs "maîtres" à partir de 1980 lorsque l'esclavage a été déclaré officiellement aboli, sont même revenus auprès de ceux-ci après avoir erré de village en village, de ville en ville et n'ayant pas trouvé du travail pour survivre. Ainsi, de fait, les conditions d'existences de ces anciens

esclaves n'ont pas changé.

En finir avec l'esclavage ce n'est pas seulement une question de loi juridique. En Europe et en Amérique, au 19ème siècle, lorsque la bourgeoisie industrielle était en mesure d'imposer la supériorité de son système économique et politique à l'ensemble de la société elle a mis fin à l'esclavage par la force. Et lorsque la bourgeoisie européenne avait colonisé les pays africains, elle avait aussi imposé par la force ses lois à l'ensemble des populations africaines. Mais ce qui l'intéressait en Afrique c'était surtout de piller les matières premières. Peu importait par exemple à la bourgeoisie française qu'en Mauritanie l'esclavage persiste du moment que les mines de fer de la MIFERMA lui fournissaient les minerais dont elle avait besoin pour son industrie métallurgique. La bourgeoisie s'est bien accommodée de beaucoup d'autres survivances du moyen-âge du moment que ces pratiques ne s'opposaient pas à ses intérêts. Elle s'est même appuyée sur ces survivances pour imposer sa domination. Après les indépendances, les Etats africains, soumis à la bourgeoisie internationale, y compris ceux qui se disaient progressistes, n'ont fait que perpétuer ce qui leur avait été légués par leurs maîtres.

C'est ainsi qu'aujourd'hui encore, à l'aube du 21ème siècle, survivent dans nos pays des pratiques barbares héritées d'un lointain passé tels que l'esclavage, le système des

castes, la polygamie, les mariages forcés, les différentes mutilations que subissent les filles de même que toutes sortes de croyances et de préjugés qui obscurcissent la conscience des exploités. De ces Etats dictatoriaux, de ces dirigeants qui ne songent qu'à se remplir les poches des miettes que leur laisse la bourgeoisie impérialiste, les exploités n'ont rien à attendre, pas même la moindre des libertés démocratiques. Leur sort ne dépend que de leur possibilité de les imposer par leurs luttes collectives.

Pour mettre fin à toutes les injustices qu'ils subissent, les exploités auront à mettre fin à ce système économique, au capitalisme, qui les perpétue. Ils auront non seulement à balayer ces Etats locaux qui les oppriment mais aussi à s'organiser, à lutter pour bâtir une autre société où toutes les femmes, tous les hommes, quelle que soit leur origine, puissent vivre dignement, avoir une condition de vie décente, avoir accès à l'éducation, à la santé et à tous les progrès techniques aujourd'hui accessibles qu'à une petite minorité. Tant que le capitalisme dominera le monde, tant que d'un côté il y aura une petite minorité qui accumule les fortunes et de l'autre une grande majorité dans la misère, la barbarie continuera d'exister. L'oppression sous toutes ses formes ne disparaîtra qu'avec ce système d'exploitation de l'homme par l'homme.

\*-\*-\*-\*-\*

\*-\*-\*-\*

\*-\*-\*

\*-\*

\*

**NON A LA NOUVELLE MENACE CONTRE L'IRAK**

Les Etats-Unis menacent de déclencher de nouveau une guerre contre l'Irak. Le prétexte invoqué par l'impérialisme américain est que Saddam Hussein, le dirigeant de ce pays, refuse de laisser une commission de l'ONU inspecter les sites de production d'armes. Ils estiment que cet homme est un dictateur belliqueux, donc dangereux. Les USA sont suivis dans leur menace par la Grande Bretagne et l'Allemagne.

C'est une véritable armada qui a commencé à se poster dans le Golfe Persique, des centaines d'avions militaires sont en mouvement ou stationnent sur des porte-avions, sans compter les troupes que les Etats-Unis possèdent au Moyen-Orient.

Il y a déjà sept ans les Etats-Unis et les dirigeants occidentaux avaient déclenché une guerre contre l'Irak, écrasé ce pays en préparant l'opinion mondiale à l'idée que Saddam Hussein serait un danger pour la paix.

En effet à cette époque l'Irak avait tenté d'occuper le Koweït. Ce pays faisait partie de l'Irak, et il y a des dizaines d'années les puissances coloniales avaient réussi à l'en détacher parce que justement il regorgeait de pétrole. Après le bombardement de l'Irak, les Etats-Unis et avec eux les autres puissances occidentales ont imposé un blocus à ce pays pour

l'empêcher de commercialiser son pétrole.

Qui paie la note de ce blocus? Ce sont les populations irakiennes. Depuis sept ans la misère est telle que l'on évalue à 800.000 le nombre de morts.

En faisant cela l'impérialisme américain veut montrer aux populations pauvres du monde entier que cela coûte cher de lui tenir tête. Et à l'heure actuelle les grandes puissances menacent de déclencher une guerre si Saddam Hussein n'ouvre pas les portes des usines d'armement aux experts de l'ONU pour le contrôle.

On est devant un face à face. Les Etats-Unis menacent. L'Irak ne cède pas. Et pourtant si Saddam Hussein refuse de céder, ce n'est pas qu'il ait les moyens de faire face à l'armée américaine. Bien sûr que non! En fait il essaie de créer une crise au sein des pays occidentaux pour que certains alliés de Etats-Unis désapprouvent une intervention militaire et ainsi obtenir un allègement des sanctions économiques.

Il est sûr que Saddam Hussein est un dictateur qui opprime son peuple. Mais les principaux responsables de la situation désastreuse de la population sont l'impérialisme américain et ses alliés.

\*-\*-\*-\*-\*

\*-\*-\*-\*

\*-\*-\*

\*

## CE QUE NOUS VOULONS

### Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

*les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :*

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.